

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200647]

28 JANVIER 2016. — Arrêté ministériel relatif à la formation professionnelle en matière d'agriculture

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, et plus particulièrement l'article 49;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement n° 702/2014 (UE) de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.14, D.101 à D.104, D.107, D. 108, D.109, § 3, D.110, D.113, D.114, D.241, D.242 et D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2015 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 août 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 septembre 2015;

Vu le rapport du 24 septembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 16 juillet 2015;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 58.231/4 donné le 21 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission de la formation agricole n° 5, donné le 27 août 2015,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Conformément à l'article 4, 3°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, le présent arrêté règle une matière visée à l'article 127 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les dispositions relatives à l'organisation et au subventionnement des cours de phytolice s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016, l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre 2 du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture.

CHAPITRE II. — *L'organisation des activités de formation*

Art. 3. Les cours de techniques agricoles portent sur les domaines de la biologie, la chimie, la botanique, les sciences naturelles, la fertilisation, la génétique, l'économie, l'informatique, l'élevage, la phytotechnie, la zootechnie, le génie rural, les aspects sanitaires, les branches générales nécessaires à l'assimilation des matières précitées ainsi que l'usage des meilleures pratiques dans le domaine de la protection de l'environnement et de la durabilité des exploitations dans le développement de nouveaux produits et de produits innovants.

Les cours de gestion et d'économie agricole portent sur un des sujets suivants :

1° les aspects économiques, financiers, juridiques, fiscaux et sociaux liés à l'installation en tant qu'exploitant agricole;

2° l'étude économique, l'analyse et la gestion d'au moins un type d'exploitation agricole;

3° la politique agricole commune en ce compris les aides spécifiques au secteur;

4° les acteurs publics et privés qui s'occupent de l'agriculture.

Les cours de perfectionnement portent sur un des sujets suivants :

1° un ou plusieurs aspects techniques, économiques ou juridiques de l'exploitation agricole en rapport avec l'aspect multifonctionnel de l'agriculture;

2° la diversification de la base économique agricole;

3° l'utilisation des nouvelles technologies spécifiques au domaine de l'agriculture en ce compris des technologies de l'information et de la communication;

4° les aspects sanitaires en lien avec le domaine de l'agriculture, en ce compris la santé environnementale et la santé au travail;

5° la recherche de la qualité totale dans le secteur;

6° l'utilisation de tracteurs agricoles et leurs remorques, ainsi que des véhicules immatriculés comme matériel agricole, motoculteur ou moissonneuse.

Art. 4. Les cours de techniques agricoles ont une durée minimale de septante-cinq heures et une durée maximale de cent cinquante heures. Lorsque les cours portent sur l'agriculture biologique, la durée maximale est de quatre cents heures.

Les cours de gestion et d'économie agricole ont une durée minimale de nonante heures et une durée maximale de cent cinquante heures.

Les cours de perfectionnement ont une durée minimale de huit heures et une durée maximale de cent cinquante heures.

Les cours de base agricole, de gestion et d'économie agricole et de perfectionnement sont dispensés pour un minimum de trois heures par jour et un maximum de huit heures par jour.

Art. 5. L'expérience probante, visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016, est démontrée moyennant une attestation de travail de l'employeur précisant le régime horaire du travail, la date d'entrée en fonction et de fin du contrat ainsi que la fonction exercée. En cas d'indépendant, ce dernier fournit la preuve de son expérience au moyen des documents transmis par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Peuvent être prises en compte pour démontrer l'expérience probante visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3^o, l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 :

1^o les périodes de stages visées à l'article 8;

2^o les périodes de stages réalisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté en application du chapitre III de l'arrêté du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture.

Art. 6. Les cours de techniques agricoles, les cours de gestion et d'économie agricole, et les cours de perfectionnement, à l'exception des cours visés à l'article 3, alinéa 3, 6^o, sont organisés pour un minimum de huit inscrits aux cours à l'exception de cours de perfectionnement pour lesquels, un nombre minimal de participants inférieur peut être justifié par le centre de formation dans le cadre de l'appel à projet.

Dans le cas d'une formation cofinancée par le FEADER, celui-ci n'intervient qu'au prorata du nombre de participants éligibles au cofinancement dans le respect du programme wallon de développement rural.

Art. 7. Les cours à distance visés à l'article D. 99, § 2, 1^o, du Code sont organisés selon les dispositions suivantes :

1^o vingt-cinq pour cent du programme de formation se donne en présentiel;

2^o à la demande du service, le centre de formation communique, à tout moment, tous renseignements sur le fonctionnement et le déroulement des cours;

3^o le centre de formation tient un registre des travaux réalisés par les participants;

4^o les travaux remis par les participants sont corrigés au plus tard dans les quinze jours qui suivent leur transmission au formateur.

CHAPITRE III. — *Le stage*

Art. 8. Le stage comporte au maximum soixante jours subventionnés de prestations, réalisés sur une durée maximale de trois ans. Une journée de stage comporte au minimum sept heures de travail par stagiaire.

Le ou les stages réalisés dans un ou des services de remplacement, dans une entreprise ou un organisme en relation avec le secteur agricole ont une durée maximale cumulée ne dépassant pas un tiers de la durée totale du stage.

Art. 9. Les stages réalisés dans toute exploitation agricole dans le cadre d'une formation scolaire reconnue sont valorisés pour une durée maximale de vingt jours de prestations, moyennant la remise d'une attestation officielle de réalisation des stages émise par le ou les établissements scolaires reconnus.

Art. 10. En application de l'article 14, § 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016, le maître de stage répond aux conditions cumulatives suivantes :

1^o être installé depuis au moins trois ans comme responsable à titre principal d'une exploitation agricole telle que définie à l'article D.3, 15^o, du Code;

2^o pouvoir démontrer une expérience en matière de formation et communication, le cas échéant, s'engager à suivre une formation en la matière dans l'année qui suit l'entrée en fonction en tant que formateur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o et outre le respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, lorsque le stage se déroule dans une entreprise autre qu'une exploitation agricole ou dans un organisme en relation avec le secteur agricole, le maître de stage occupe, depuis au moins trois ans, des fonctions, dans une entreprise ou un organisme en relation avec le secteur agricole, lui permettant de répondre aux objectifs visés à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016.

CHAPITRE IV. — *La sélection des projets*

Art. 11. En application de l'article 4, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016, le centre qui organise des formations pour l'ensemble de la région de langue française dispose :

1^o d'un service central composé au moins de trois équivalents temps plein ayant une qualification professionnelle suffisante dans les domaines administratifs, techniques et économiques et dont au moins un possède un diplôme universitaire ou supérieur non universitaire;

2^o d'un secrétariat présentant toute garantie pour une organisation et une planification adéquates des activités de formation.

Art. 12. Le formateur répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° pouvoir démontrer une expérience en matière de formation et communication, le cas échéant, s'engager à suivre une formation en la matière dans l'année qui suit l'entrée en fonction en tant que formateur;

2° en cas de leçons théoriques, démontrer les compétences techniques en lien avec l'objet de la formation, soit par la détention d'un titre ou d'un certificat reconnu par les autorités compétentes dans ces matières soit par le vécu d'une expérience pratique probante d'une durée minimale de 3 ans;

3° en cas de leçons pratiques, soit être titulaire au minimum d'un certificat de qualification délivré à l'issue de la 6^e ou 7^e année de l'enseignement technique ou professionnel ou d'un titre équivalent soit posséder une expérience pratique probante en relation avec l'objet de la formation;

4° démontrer une connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de la formation, le cas échéant suivre une formation dans l'année qui suit le début des cours de formation.

L'expérience probante est démontrée par toute voie de droit et conformément aux documents sollicités dans l'appel à projet.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, les formateurs et conférenciers qui ont été agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture sont réputés avoir les aptitudes pédagogiques nécessaires à l'exercice de la fonction.

Art. 13. § 1^{er}. Les appels à projet sont lancés par le Ministre dans le respect du programme wallon de développement rural.

Les dossiers sont introduits auprès du service dans le délai prévu dans l'appel à projet.

Le service transmet le classement des projets sélectionnés au Ministre au plus tard dans un délai de deux mois après la réception des dossiers.

§ 2. Les dossiers introduits dans le cadre d'un appel à projet sont envoyés au service, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi, et comprennent l'ensemble des documents permettant de vérifier le respect des critères de sélection. Ils font l'objet d'un accusé de réception dans les dix jours ouvrables de leur dépôt. L'accusé de réception indique :

1° la date de la réception de la demande;

2° la recevabilité ou non de la demande telle que précisée dans l'appel à projet;

3° le délai dans lequel la décision intervient, en ce compris en cas de recours à la commission;

4° les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter;

5° s'il y a lieu, la mention qu'en l'absence de réponse du service dans le délai prévu, éventuellement prolongé, l'autorisation est considérée comme nulle.

Lorsque le dossier n'est pas complet, le service envoie au requérant un courrier, par voie électronique ou postale, l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception du courrier par le requérant. Le délai de quinze jours peut être prolongé sur demande motivée du requérant. Passé le délai et si le dossier n'est pas complet, le dossier est déclaré irrecevable par le service qui en avise le requérant, dans les quinze jours de la décision.

Art. 14. Dans le cadre de vérification des conditions d'admissibilité, sont transmis au service les documents suivants :

1° la dénomination du centre;

2° la description des moyens et ressources matériels, humains et financiers nécessaires au bon fonctionnement du centre de formation, en ce compris :

a. la copie de l'attestation de souscription d'une assurance en responsabilité civile couvrant notamment tout risque causé ou encouru par le participant;

b. une description des moyens techniques et logistiques ainsi que de l'équipement didactique pour l'organisation des activités du centre de formation;

c. la liste du personnel administratif nécessaire à la bonne gestion du centre de formation, en ce compris en termes d'encadrement et de coordination des activités;

d. un budget prévisionnel des activités proposées;

e. lorsque le centre a déjà organisé des formations dans le cadre d'un appel à projet, le rapport d'activité des cours organisés lors de cet appel à projet ainsi que le bilan et les comptes de résultats des années concernées par ces cours.

Sont joints aux documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants permettant de vérifier les conditions relatives à la collaboration avec le maître de stage :

1° la dénomination de l'entreprise, de l'organisme ou du service de remplacement dans lequel il exerce sa fonction ainsi que le numéro d'entreprise de l'association, de l'organisme ou du service de remplacement concerné;

2° le cas échéant, en ce qui concerne les indépendants, une attestation d'affiliation à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

3° le cas échéant, une description de l'expérience du requérant dans le domaine de l'encadrement de stages en exploitation agricole ou en entreprise;

4° une description des activités envisagées dans le cadre de la convention de stage;

5° l'identité et la fonction de toute personne occupée par l'entreprise ou l'organisme en relation avec le secteur agricole, ayant une formation ou justifiant d'une expérience utile dans le secteur agricole.

Sont joints aux documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants permettant de vérifier les conditions relatives à l'engagement de formateur :

1° le titre, le certificat ou diplôme requis tels que visés à l'article 12, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, le cas échéant, la preuve d'une expérience professionnelle, ou une déclaration par laquelle il s'engage à suivre une formation dans le domaine requis;

2° une déclaration sur l'honneur portant soit sur la connaissance actualisée des sujets en lien avec l'objet de la formation soit sur l'engagement à suivre des formations.

Le centre de formation est dispensé, moyennant accord du service, de fournir les documents visés à l'alinéa 1^{er} dont le service, l'organisme payeur ou l'inspection sociale dispose ou dont il peut disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques.

Art. 15. En application de l'article 14, § 6, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016, le centre de formation communique au service :

1° le rapport d'activité des cours précédemment organisés dans le cadre de l'appel à projet pour lequel il a été sélectionné ainsi que le bilan et les comptes de résultats des années concernées par ces cours;

2° la liste actualisée du personnel administratif visé à l'article 14, alinéa 1^{er}, c);

3° tous autres documents visés à l'article 14, lorsque ceux-ci diffèrent de ceux transmis dans le cadre de l'analyse du respect des conditions d'admissibilité;

4° le cas échéant, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il respecte les conditions d'admissibilité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le centre de formation est dispensé, moyennant accord du service, de fournir les documents visés à l'alinéa 1^{er} dont le service, l'organisme payeur ou l'inspection sociale dispose ou dont il peut disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques.

L'inspection sociale peut effectuer toute forme de surveillance et de contrôle pour vérifier le respect des conditions d'admissibilité et des critères de sélection.

Art. 16. Pour l'année civile 2016, les dossiers sont introduits au service dans les délais fixés dans l'appel à projet.

Le service transmet le classement des projets sélectionnés au Ministre dans les formes prévues à l'article 13 dans un délai d'un mois qui suit le lancement de l'appel à projet.

En ce qui concerne le premier appel à projet mené en 2016, le Ministre se prononce dans un délai de deux mois qui suit le lancement de l'appel à projet.

CHAPITRE V. — Paiement des subventions

Art. 17. Les subventions sont délivrées pour autant que le centre de formation respecte le nombre minimal d'inscrits aux formations ainsi que le nombre minimal de participants aux examens tels que prévus à l'article 6.

Dans les deux mois qui suivent la fin de chaque trimestre, le centre de formation transmet au service une déclaration de créance par tout moyen conférant date certaine à l'envoi portant sur l'ensemble des formations organisées au cours du trimestre concerné. Le centre de formation envoie au service sa déclaration de créance en double exemplaires originaux, accompagnée des pièces justificatives y relatives.

Les subventions accordées aux centres de formation sont acquies après réception des pièces justificatives transmises par le centre et validées par le service au regard des dépenses éligibles. Lorsque le dossier est incomplet ou afin de lui permettre d'assurer le bon accomplissement de ses missions, le service peut réclamer au centre de formation tout document ou toute pièce justificative qu'elle estime nécessaire.

CHAPITRE VI. — Disposition modificative

Art. 18. A l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, les mots "visés aux articles 6 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture" sont remplacés par les mots "visés aux articles 9 à 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture".

Namur, le 28 janvier 2016.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/200647]

28. JANUAR 2016. — Ministerialerlass über die Berufsbildung in der Landwirtschaft

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates, insbesondere Artikel 49;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D.101 bis D.104, D.107, D.108, D.109 § 3, D.110, D.113, D.114, D.241, D.242 und D.243; Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2015 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des am 3. August 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. September 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 24. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 16. Juli 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 21. Oktober 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 58.231/4;

In Erwägung des am 27. August 2015 abgegebenen Gutachtens Nr. 5 der Kommission für die Berufsbildung in der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird kraft Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 127 der Verfassung bestimmte Angelegenheit geregelt, in Übereinstimmung mit Artikel 4 Ziffer 3 des Dekrets vom 11. April 2014 über die Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission übertragen wird.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Bestimmungen über die Organisation und Bezuschussung der Kurse über Phytolizenzen auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region anwendbar.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gilt als Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft.

KAPITEL II — *Organisation der Ausbildungsaktivitäten*

Art. 3 - Die Kurse über Agrartechnik betreffen die Fachbereiche Biologie, Chemie, Botanik, Naturwissenschaften, Befruchtung, Genetik, Wirtschaft, Informatik, Zucht, Pflanzenkunde, Tierzucht, Agrartechnik, Gesundheitsaspekte sowie die allgemeinen Fächer, die einerseits notwendig sind im Rahmen der Aufnahme des Stoffes der vorerwähnten Bereiche und andererseits der Anwendung der besten Verfahren im Bereich des Umweltschutzes und der Nachhaltigkeit in den Betrieben bei der Entwicklung neuer und innovativer Erzeugnisse dienen.

Die Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft betreffen folgende Themenbereiche:

1° die wirtschaftlichen, finanziellen, juristischen, steuerrechtlichen und sozialen Aspekte im Zusammenhang mit der Niederlassung als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

2° die wirtschaftliche Studie, die Analyse und die Verwaltung wenigstens eines landwirtschaftlichen Betriebstyps;

3° die Gemeinsame Agrarpolitik einschließlich der spezifischen Beihilfen in einem Sektor;

4° die im Bereich der Landwirtschaft tätigen öffentlichen und privaten Akteure.

Die Weiterbildungslehrgänge betreffen einen der folgenden Themenbereiche:

1° einen oder mehrere technische, wirtschaftliche oder juristische Aspekte des landwirtschaftlichen Betriebs im Zusammenhang mit dem multifunktionalen Charakter der Landwirtschaft;

2° die Diversifizierung der wirtschaftlichen Basis im Bereich Landwirtschaft;

3° die Anwendung neuer für den landwirtschaftlichen Bereich spezifischer Technologien, einschließlich der Informations- und Kommunikationstechnologien;

4° die Gesundheitsaspekte im Bereich der Landwirtschaft, einschließlich der Gesundheit und Umwelt und des Gesundheitsschutzes am Arbeitsplatz;

5° das Streben nach Total Quality Management in diesem Sektor;

6° die Verwendung von Traktoren und Anhängern sowie von als landwirtschaftlichen Geräte zugelassenen Fahrzeugen, Einachsschleppern oder Mähreschern.

Art. 4 - Die Kurse über Agrartechnik haben eine Mindestdauer von fünfundsiebzig Stunden und eine Höchstdauer von hundertfünfzig Stunden. Beziehen sich die Kurse auf die biologische Landwirtschaft, beträgt die Höchstdauer vierhundert Stunden.

Die Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft haben eine Mindestdauer von neunzig Stunden und eine Höchstdauer von hundertfünfzig Stunden.

Die Weiterbildungslehrgänge haben eine Mindestdauer von acht Stunden und eine Höchstdauer von hundertfünfzig Stunden.

Die Kurse der Grundausbildung im Bereich der Agrarwirtschaft oder der Betriebsführung und die Kurse der Weiterbildungslehrgänge werden wenigstens drei Stunden und höchstens acht Stunden täglich erteilt.

Art. 5 - Die in Artikel 5 Absatz 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 erwähnte nachgewiesene Erfahrung wird anhand einer Arbeitsbescheinigung des Arbeitgebers belegt, in der die Arbeitszeitregelung, das Datum des Arbeitsantritts und des Vertragsendes sowie die ausgeübte Funktion angeführt werden. Handelt es sich um einen Selbstständigen, so erbringt dieser den Beweis seiner Erfahrung anhand der Dokumente, die vom Landesinstitut der Sozialversicherungen für Selbstständige übermittelt werden.

Folgende Perioden können berücksichtigt werden, um die in Artikel 5 Absatz 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 erwähnte nachgewiesene Erfahrung zu belegen:

1° die in Artikel 8 angeführten Praktikumszeiträume;

2° die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Anwendung von Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft absolvierten Praktikumszeiträume.

Art. 6 - Die Kurse über Agrartechnik, die Kurse in den Bereichen Betriebsführung und Agrarwirtschaft sowie die Weiterbildungslehrgänge - mit Ausnahme der in Artikel 3 Absatz 3 Ziffer 6 erwähnten Kurse - werden für eine Mindestanzahl von acht Kursteilnehmern organisiert, mit Ausnahme der Weiterbildungslehrgänge, für die das Ausbildungszentrum im Rahmen des Projektauftrags eine geringere Mindestanzahl von Kursteilnehmern rechtfertigen kann.

Im Fall einer vom ELER mitfinanzierten Ausbildung erfolgt diese Finanzierung nur verhältnismäßig zur Anzahl Teilnehmer, die für diese Mitfinanzierung unter Berücksichtigung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung in Frage kommen.

Art. 7 - 3° Die Fernkurse nach Artikel D.99 § 2 Ziffer 1 des Gesetzbuches werden wie folgt organisiert:

1° fünfundzwanzig Prozent des Ausbildungsprogramms werden mit Anwesenheit der Teilnehmer vor Ort erteilt;

2° auf Anfrage der Dienststelle erteilt das Ausbildungszentrum jederzeit alle Informationen über die Funktionsweise und den Ablauf der Kurse;

3° das Ausbildungszentrum führt ein Register der von den Teilnehmern realisierten Arbeiten;

4° die von den Teilnehmern eingereichten Arbeiten werden spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem sie dem Ausbilder übergeben worden sind, korrigiert.

KAPITEL III — Praktikantenprogramm

Art. 8 - Das Praktikantenprogramm umfasst höchstens sechzig subventionierte Tage, an denen Leistungen erbracht werden. Diese werden über maximal drei Jahre verteilt. Ein Praktikumstag umfasst mindestens sieben durch den Praktikanten erbrachte Arbeitsstunden.

Das Praktikum oder die Praktika, die in Ersetzungsdiensten, in einem Unternehmen oder einer Einrichtung, das bzw. die mit dem Landwirtschaftssektor verbunden ist, erbracht werden, haben insgesamt eine Höchstdauer, die ein Drittel der gesamten Dauer des Praktikantenprogramms nicht übersteigt.

Art. 9 - Die Praktikantenprogramme, die im Rahmen einer anerkannten Schulausbildung in einem landwirtschaftlichen Betrieb abgelegt werden, werden nach Einreichen einer amtlichen Bescheinigung der anerkannten schulischen Einrichtung(en) über das Absolvieren eines Praktikums bis zu einer Höchstdauer von zwanzig Arbeitstagen berücksichtigt.

Art. 10 - In Anwendung von Artikel 14 § 5 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2016 erfüllt der Lehrpraktiker gleichzeitig die folgenden Bedingungen:

1° er ist seit wenigstens drei Jahren hauptberuflich Verantwortlicher eines landwirtschaftlichen Betriebs nach Artikel D.3 Ziffer 15 des Gesetzbuches;

2° er ist in der Lage, eine Erfahrung im Bereich der Ausbildung und der Kommunikation zu belegen und er verpflichtet sich gegebenenfalls im Laufe des Jahres nach seinem Arbeitsantritt als Ausbilder eine Ausbildung in diesem Bereich zu absolvieren.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 und zusätzlich zu der Beachtung der in Absatz 1 Ziffer 2 angeführten Bedingungen und falls das Praktikantenprogramm in einem Betrieb erfolgt, bei dem es sich nicht um einen landwirtschaftlichen Betrieb handelt, oder in einer Einrichtung, die mit dem Landwirtschaftssektor verbunden ist, nimmt der Lehrpraktiker seit wenigstens drei Jahren in einem Unternehmen oder einer Einrichtung, das bzw. die mit dem Landwirtschaftssektor verbunden ist, eine Funktion wahr, die ihm ermöglicht, die in Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 angeführten Ziele zu erfüllen.

KAPITEL IV — Auswahl der Projekte

Art. 11 - In Anwendung von Artikel 4 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 besitzt das Zentrum, das für das gesamte Gebiet französischer Sprache Ausbildungen organisiert:

1° eine zentrale Dienststelle, die aus wenigstens drei Vollzeiteinheiten gebildet wird, die über eine ausreichende berufliche Qualifikation in den Bereichen Verwaltung, Technik und Wirtschaft verfügen und von denen wenigstens eine Person einen Abschluss einer Universität oder einer Einrichtung des nicht universitären Hochschulunterrichts besitzt;

2° ein Sekretariat, das alle Garantien für eine angemessene Organisation und Planung der Ausbildungsaktivitäten bietet.

Art. 12 - Der Ausbilder erfüllt gleichzeitig die folgenden Bedingungen:

1° er ist in der Lage, eine Erfahrung im Bereich der Ausbildung und der Kommunikation zu belegen und er verpflichtet sich gegebenenfalls im Laufe des Jahres nach seinem Arbeitsantritt als Ausbilder eine Ausbildung in diesem Bereich zu absolvieren;

2° im Falle von theoretischen Lehrgängen beweist er die technischen Fähigkeiten im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung entweder durch den Besitz eines von den in diesem Bereich zuständigen Behörden anerkannten Titels oder Zeugnisses, oder durch eine nachgewiesene praktische Erfahrung von wenigstens drei Jahren;

3° im Falle von praktischen Lehrgängen ist er entweder Inhaber eines Qualifikationszertifikats, das nach Abschluss des sechsten oder siebten Jahres des technischen oder beruflichen Unterrichtswesens ausgestellt worden ist, oder er besitzt eine nachgewiesene praktische Erfahrung im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung;

4° er erbringt den Beweis aktueller Kenntnisse in den Themenbereichen beweisen, die im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung stehen, und gegebenenfalls absolviert er im Laufe des Jahres nach dem Beginn der Kurse eine Ausbildung in diesem Bereich.

Die nachgewiesene Erfahrung wird durch jegliches Rechtsmittel belegt und zwar gemäß den im Projektaufwurf verlangten Dokumenten.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 wird davon ausgegangen, dass die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft zugelassenen Ausbilder und Referenten die für die Ausübung ihrer Tätigkeit erforderlichen pädagogischen Fähigkeiten besitzen.

Art. 13 - § 1 - Die Projektaufrufe werden unter Einhaltung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung durch den Minister bekanntgegeben.

Die Akten werden innerhalb der im Projektaufwurf vorgesehenen Frist bei der Dienststelle eingereicht.

Die Dienststelle übermittelt dem Minister die Rangfolge der berücksichtigten Projekte spätestens innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach Eingang der Akten.

§ 2 - Die im Rahmen eines Projektaufrufs eingereichten Akten werden der Dienststelle durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt. Sie umfassen alle Dokumente, anhand deren geprüft werden kann, dass die Auswahlkriterien eingehalten werden. Sie sind innerhalb von zehn Tagen nach ihrem Einreichen Gegenstand einer Empfangsbestätigung. Die Empfangsbestätigung umfasst:

- 1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;
- 2° die Zulässigkeit oder Unzulässigkeit des im Projektaufwurf angeführten Antrags;
- 3° die Frist, innerhalb der ein Beschluss gefasst wird, einschließlich im Falle eines Einspruchs;
- 4° die Einspruchsmöglichkeiten, die dafür zuständigen Instanzen sowie die einzuhaltenden Formen und Fristen;
- 5° gegebenenfalls den Vermerk, dass in Ermangelung einer Antwort der Dienststelle innerhalb der vorgesehenen Frist, die gegebenenfalls verlängert werden kann, die Zulassung als nichtig betrachtet wird.

Ist die Akte unvollständig, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller mit elektronischer Post oder auf dem Postweg ein Schreiben, in dem sie diesen auffordert, die Akte innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt dieses Schreibens zu vervollständigen. Diese Frist von fünfzehn Tagen kann auf begründete Anfrage des Antragstellers verlängert werden. Nach Ablauf dieser Frist und ist die Akte nicht vollständig, wird sie von der Dienststelle als unzulässig erklärt. Die Dienststelle teilt dem Antragsteller diesen Beschluss innerhalb von fünfzehn Tagen mit.

Art. 14 - Im Rahmen der Prüfung der Zulässigkeitsbedingungen werden der Dienststelle folgende Dokumente übermittelt:

- 1° die Bezeichnung des Zentrums;
- 2° die Beschreibung der materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel und Ressourcen, die für das ordnungsgemäße Funktionieren des Ausbildungszentrums erforderlich sind, einschließlich:
 - a. der Kopie der Bescheinigung über den Abschluss einer Haftpflichtversicherung, die insbesondere jede Gefahr, die von dem Teilnehmer ausgeht oder der dieser ausgesetzt ist, abdeckt;
 - b. eine Beschreibung der technischen und logistischen Mittel sowie des Lehrmaterials für die Organisation der Aktivitäten des Ausbildungszentrums;
 - c. eine Liste des Verwaltungspersonals, das für die einwandfreie Verwaltung des Ausbildungszentrums erforderlich ist, einschließlich auf dem Gebiet der Betreuung und der Koordinierung der Aktivitäten;
 - d. einen Haushaltsvoranschlag für die geplanten Aktivitäten;
 - e. falls das Zentrum bereits Ausbildungen im Rahmen eines Projektaufrufs organisiert hat, den Tätigkeitsbericht der bei diesem Projektaufwurf organisierten Kurse sowie die Bilanz und die Ergebnisrechnungen der Jahre, in denen Kurse organisiert wurden.

Den in Absatz 1 erwähnten Dokumenten werden die folgenden Dokumente beigelegt, die ermöglichen, die Bedingungen bezüglich der Zusammenarbeit mit dem Lehrpraktiker zu prüfen:

- 1° die Bezeichnung des Unternehmens, der Einrichtung oder des Vertretungsdienstes, in dem er seine Funktion ausübt sowie die Unternehmensnummer der betreffenden Vereinigung, Einrichtung oder des betreffenden Vertretungsdienstes;
- 2° gegebenenfalls für die Selbstständigen eine Bescheinigung über die Mitgliedschaft bei einer Sozialversicherungskasse für selbstständige Arbeiter;
- 3° gegebenenfalls eine Beschreibung der Erfahrung des Antragstellers im Bereich der Betreuung von Praktikantenprogrammen in landwirtschaftlichen Betrieben oder in Unternehmen;
- 4° eine Beschreibung der im Rahmen der Praktikumsvereinbarung geplanten Aktivitäten;
- 5° die Identität und die Funktion jeder Person, die in einem Unternehmen oder einer Einrichtung, das bzw. die mit dem Landwirtschaftssektor verbunden ist, beschäftigt wird und die eine Ausbildung absolviert hat oder eine zweckdienlich Erfahrung im landwirtschaftlichen Bereich besitzt.

Den in Absatz 1 erwähnten Dokumenten werden die folgenden Dokumente beigelegt, die ermöglichen, die Bedingungen bezüglich der Einstellung des Ausbilders zu prüfen:

- 1° der verlangte Titel, das verlangte Zeugnis oder das verlangte Diplom nach Artikel 12, Absatz 1 Ziffer 1 bis 4 und gegebenenfalls den Beweis einer Berufserfahrung oder eine Erklärung, durch die er sich verpflichtet, eine Ausbildung in dem verlangten Bereich zu absolvieren;
- 2° eine Erklärung auf Ehrenwort betreffend entweder seine aktuellen Kenntnisse in den Themenbereichen, die im Zusammenhang mit dem Gegenstand der Ausbildung stehen, oder betreffend seine Verpflichtung, Ausbildungen zu absolvieren.

Falls die Dienststelle ihr Einverständnis erteilt, wird das Ausbildungszentrum von der Auflage befreit, die in Absatz 1 erwähnten Dokumente zu übermitteln, über die die Dienststelle, die Zahlstelle oder die Sozialinspektion bereits verfügen oder über eine Datenbank aus authentischen Datenquellen verfügen können.

Art. 15 - In Anwendung von Artikel 14 Paragraph 6 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2016 übermittelt das Ausbildungszentrum der Dienststelle:

1° den Tätigkeitsbericht der im Rahmen des Projektauftrufs, für den es berücksichtigt worden ist, bereits organisierten Kurse sowie die Bilanz und die Ergebnisrechnungen der Jahre, in denen diese Kurse organisiert wurden;

2° die aktuelle Liste des in Artikel 14, Absatz 1 Buchstabe c erwähnten Verwaltungspersonals;

3° alle anderen in Artikel 14 erwähnten Dokumente, falls diese sich von jenen, die im Rahmen der Analyse der Beachtung der Zulässigkeitsbedingungen übermittelt wurden, unterscheiden;

4° gegebenenfalls eine ehrenwörtliche Erklärung über die Beachtung der Zulässigkeitsbedingungen.

In Abweichung von Absatz 1 und falls die Dienststelle ihr Einverständnis erteilt, wird das Ausbildungszentrum von der Auflage befreit, die in Absatz 1 erwähnten Dokumente zu übermitteln, über die die Dienststelle, die Zahlstelle oder die Sozialinspektion bereits verfügen oder über eine Datenbank aus authentischen Datenquellen verfügen können.

Die Sozialinspektion kann jegliche Methoden zur Überwachung und Überprüfung anwenden, um die Beachtung der Zulässigkeitsbedingungen und der Auswahlkriterien zu prüfen.

Art. 16 - Für das Kalenderjahr 2016 werden die Akten innerhalb der im Projektauftruf angeführten Fristen bei der Dienststelle eingereicht.

Die Dienststelle übermittelt dem Minister die Rangfolge der berücksichtigten Projekte nach den in Artikel 13 vorgesehenen Formvorschriften innerhalb einer Frist von einem Monat nach der Bekanntgabe des Projektauftrufs.

Was den ersten Projektauftruf des Jahres 2016 betrifft, fasst der Minister seinen Beschluss innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach der Bekanntgabe des Projektauftrufs.

KAPITEL V — *Zahlung der Zuschüsse*

Art. 17 - Die Zuschüsse werden gewährt, unter der Bedingung, dass das Ausbildungszentrum die Mindestanzahl der für die Ausbildungen eingeschriebenen Teilnehmer sowie die Mindestanzahl der Teilnehmer an den Prüfungen nach Artikel 6 beachtet.

Innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf jedes Quartals übermittelt das Ausbildungszentrum der Dienststelle durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, eine Forderungsanmeldung für die gesamten im Laufe des betreffenden Quartals organisierten Ausbildungen. Das Ausbildungszentrum übermittelt der Dienststelle seine Forderungsanmeldung in zweifacher Original-Ausführung gemeinsam mit den diesbezüglichen Belegen.

Die den Ausbildungszentren gewährten Zuschüsse werden erlangt, nachdem die durch das Zentrum übermittelten Belege übermittelt wurden und durch die Dienststelle in Bezugnahme auf die zulässigen Ausgaben validiert worden sind. Ist die Akte unvollständig oder um die ordnungsgemäße Erfüllung ihrer Aufgaben zu ermöglichen, kann die Dienststelle von dem Ausbildungszentrum jegliches Dokument oder jeglichen Beleg zu verlangen, den sie für notwendig erachtet.

KAPITEL VI — *Abänderungsbestimmung*

Art. 18 - In Artikel 8 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Ministerialerlasses vom 10. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor wird der Wortlaut "nach den Artikeln 6 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft" durch den Wortlaut "nach den Artikeln 9 bis 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 zur Ausführung zur Ausführung von Titel IV Kapitel II des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf die Berufsbildung in der Landwirtschaft" ersetzt.

Namur, den 28. Januar 2016

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200647]

28 JANUARI 2016. — Ministerieel besluit betreffende de beroepsopleiding inzake landbouw

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad, inzonderheid op artikel 49;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.11, D.13, D.14, D.101 à D.104, D.107, D. 108, D.109, § 3, D.110, D.113, D.114, D.241, D.242 en D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2015 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 augustus 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 september 2015;

Gelet op het rapport van 24 januari 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid op 16 juli 2015;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 58.231/4, gegeven op 21 oktober 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission formation agricole" (Commissie landbouwopleiding) nr 5, gegeven op 27 augustus 2015,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 4, 3°, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, regelt dit besluit, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

In afwijking van het eerste lid, zijn de bepalingen betreffende de organisatie en de subsidiëring van cursussen van fytolicensie van toepassing op het gezamenlijke grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016, het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk 2 van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

HOOFDSTUK II. — Organisatie van de opleidingsactiviteiten

Art. 3. De cursussen landbouwtechnieken hebben betrekking op de domeinen van de biologie, chemie, plantkunde, natuurwetenschappen, bemesting, genetica, economie, informatica, teelt, plantenteelt, veehouderij, landelijke genie, sanitaire aspecten, de algemene vakken die nodig zijn voor de verwerking van de bovenvermelde vakken, alsook het gebruik van de beste praktijken in het domein van de milieubescherming en de duurzaamheid van de bedrijven in de ontwikkeling van nieuwe producten en innoverende producten.

De cursussen van beheer en landbouweconomie hebben betrekking op één van de volgende onderwerpen :

- 1° de economische, financiële, juridische, fiscale en sociale aspecten i.v.m. de installatie als landbouwexploitant;
- 2° de kostenraming, de analyse en het beheer van minstens één type landbouwbedrijf;
- 3° het gemeenschappelijk landbouwbeleid met inbegrip van de specifieke steun voor de sector;
- 4° de openbare en privé actoren die zich met de landbouw bezighouden.

De bijscholingscursussen hebben betrekking op één van de volgende onderwerpen:

- 1° één of meer technische, economische of juridische aspecten van het landbouwbedrijf in verband met het multifunctionele aspect van de landbouw;
- 2° de diversificatie van de economische landbouwbasis;
- 3° het gebruik van nieuwe technologieën die specifiek zijn voor de landbouw, met inbegrip van de informatie- en communicatietechnologieën;
- 4° de sanitaire aspecten i.v.m. de landbouw, met inbegrip van de milieugezondheidskunde en de gezondheid op het werk;
- 5° het streven naar de beste kwaliteit in deze sector;
- 6° het gebruik van landbouwtractors en hun aanhangwagens, alsook voertuigen die ingeschreven zijn als landbouwmateriaal, motorploeg of maaimachine.

Art. 4. De cursussen landbouwtechnieken hebben een minimale duur van vijfenzeventig uur en een maximale duur van honderdvijftig uur. Wanneer de cursussen betrekking hebben op de biologische landbouw, bedraagt de maximale duur vierhonderd uur.

De cursussen van beheer en landbouweconomie hebben een minimale duur van negentig uur en een maximale duur van honderdvijftig uur.

De bijscholingscursussen hebben een minimale duur van acht uur en een maximale duur van honderdvijftig uur.

De basiscursussen van landbouw, beheer en landbouweconomie en bijscholing worden voor minstens drie uur per dag en maximum acht uur per dag verstrekt.

Art. 5. De afdoende ervaring bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016, wordt mits een arbeidsattest van de werkgever bewezen, waarin het uurstelsel van de arbeid, de datum van indiensttreding en het einde van de overeenkomst alsook de uitgeoefende functie worden bepaald. In het geval van zelfstandige, moet laatstgenoemde het bewijs van zijn ervaring leveren d.m.v de documenten overgemaakt door het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

Kunnen in aanmerking komen om de afdoende ervaring te bewijzen bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 :

1° de stages bedoeld in artikel 8;

2° de stages verwezenlijkt vóór de inwerkingtreding van die besluit overeenkomstig hoofdstuk III van het besluit van 18 februari 2008 houdende uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw.

Art. 6. De cursussen landbouwtechnieken, de cursussen van beheer en landbouweconomie, en de bijscholingscursussen, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 3, derde lid, 6^o, worden georganiseerd voor minstens acht personen die ingeschreven zijn voor deze cursussen met uitzondering van de bijscholingscursussen waarvoor een lager minimaal aantal deelnemers kan worden gerechtvaardigd door het opleidingscentrum in het kader van een oproep tot projecten.

In het geval van een opleiding medegefinancierd door ELFPO, komt laatstgenoemde slechts tussen naar rato van het aantal deelnemers die in aanmerking komen voor de medefinanciering met inachtneming van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

Art. 7. De afstandscursussen bedoeld in artikel D.99, § 2, 1^o, van het Wetboek worden georganiseerd volgens de volgende bepalingen :

1^o 25 % van het opleidingsprogramma wordt in de vorm van een contactopleiding gegeven;

2^o op verzoek van de dienst, deelt het opleidingscentrum, op elk ogenblik, alle inlichtingen mee over de werking en het verloop van de cursussen;

3^o het opleidingscentrum houdt een register bij met de werken die door de deelnemers worden uitgevoerd;

4^o de werken afgegeven door de deelnemers worden verbeterd uiterlijk vijftien dagen na het overmaken ervan aan de opleider.

HOOFDSTUK III. — *Stage*

Art. 8. De stage bestaat uit maximum zestig gesubsidieerde dagen prestaties, uitgevoerd over een maximale duur van drie jaar. Een stagedag bestaat uit minstens zeven uur werk per stagiair.

De stage(s) uitgevoerd in één of meerdere vervangdiensten, in een bedrijf of instelling i.v.m. de landbouwsector hebben een maximale gecumuleerde duur die niet één derde van de totale duur van de stage overschrijdt.

Art. 9. De stages uitgevoerd in elk landbouwbedrijf in het kader van een erkende schoolopleiding worden gevaloriseerd voor een maximale duur van twintig dagen prestaties, mits het afgeven van een officieel stageattest uitgegeven door de erkende onderwijsinstelling(en).

Art. 10. Overeenkomstig artikel 14, § 5, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016, voldoet de stagebegeleider aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1^o sinds minstens drie jaar gevestigd zijn als verantwoordelijke in hoofdberoep van een landbouwbedrijf zoals omschreven in artikel D.3, 15^o, van het Wetboek;

2^o een ervaring inzake opleiding en communicatie kunnen bewijzen, desgevallend, de verbintenis aangaan om een opleiding ter zake te volgen binnen het jaar dat volgt op de indiensttreding als opleider.

In afwijking van het eerste lid, 1^o en behalve de inachtneming van de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 2^o, als de stage in een ander bedrijf dan een landbouwbedrijf of in een instelling in contact met de landbouwsector plaatsvindt, vervult de stagebegeleider, sinds minstens drie jaar, functies in een bedrijf of in een instelling in contact met de landbouwsector, die hem toelaten om te voldoen aan de doelstellingen bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016.

HOOFDSTUK IV. — *Selectie van de projecten*

Art. 11. Overeenkomstig artikel 4, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016, beschikt het centrum dat opleidingen organiseert voor het geheel van het Franse taalgebied over :

1^o een centrale dienst bestaande uit minstens drie voltijds equivalenten met een voldoende beroepskwalificatie in de administratieve, technische en economische domeinen en van wie minstens één een universitair of hoger niet-universitair diploma bezit;

2^o een secretariaat dat alle garanties biedt voor een gepaste organisatie en planning van de opleidingsactiviteiten.

Art. 12. De opleider voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1^o een ervaring inzake opleiding en communicatie kunnen bewijzen, desgevallend, de verbintenis aangaan om een opleiding ter zake te volgen binnen het jaar dat volgt op de indiensttreding als opleider;

2^o in het geval van theoretische lessen, de technische bevoegdheden i.v.m. het voorwerp van de opleiding kunnen bewijzen, hetzij door het bezit van een titel of getuigschrift erkend door de bevoegde overheden in deze materies, hetzij door een praktische afdoende ervaring van minstens 3 jaar;

3^o in het geval van praktische lessen, hetzij houder zijn van minstens een kwalificatiegetuigschrift afgegeven aan het einde van het zesde of zevende jaar van het technisch of beroepsonderwijs of van een gelijkwaardige titel, hetzij een praktische afdoende ervaring hebben in verband met het voorwerp van de opleiding;

4^o een geactualiseerde kennis bewijzen van de onderwerpen i.v.m. het voorwerp van de opleiding, desgevallend, een opleiding volgen binnen het jaar dat volgt op het begin van de opleidingscursussen.

De afdoende ervaring wordt aangetoond met elk rechtsmiddel en overeenkomstig de documenten aangevraagd in de oproep tot projecten.

In afwijking van het eerste lid, 1^o, zijn de opleiders en sprekers die erkend werden krachtens het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, geacht de pedagogische vaardigheden te hebben die nodig zijn voor de uitoefening van de functie.

Art. 13. § 1. De oproepen tot de indiening van projecten worden door de Minister op gang gebracht met inachtneming van het Waals programma voor plattelandsontwikkeling.

De dossiers worden bij de dienst ingediend binnen de termijn voorzien in de oproep tot projecten.

De dienst maakt de rangschikking van de geselecteerde projecten aan de Minister over uiterlijk binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van de dossiers.

§ 2. De dossiers ingediend in het kader van een oproep tot projecten worden naar de dienst gestuurd door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent, en bevatten het geheel van de documenten die toelaten om de naleving van de selectiecriteria te controleren. Ze maken het voorwerp uit van een bericht van ontvangst binnen tien werkdagen na de indiening ervan. Het bericht van ontvangst vermeldt:

- 1° de ontvangstdatum van de aanvraag;
- 2° de al dan niet ontvankelijkheid van de aanvraag zoals bepaald in de oproep tot projecten;
- 3° de termijn waarin de beslissing genomen wordt, beroep bij de commissie inbegrepen
- 4° de beroepsmiddelen, de bevoegde instanties om ze te berechten alsook de vormen en termijnen die nageleefd moeten worden;
- 5° in voorkomend geval, de vermelding dat bij gebrek aan antwoord van de dienst binnen de voorgeschreven termijn, eventueel verlengd, de toelating als nietig wordt beschouwd.

Als het dossier niet volledig is, stuurt de dienst een schrijven aan de aanvrager, per elektronische weg of per post, waarin hij verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van het schrijven door de aanvrager. De termijn van vijftien dagen kan worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvrager. Na het verstrijken van de termijn en als het dossier niet volledig is, wordt het dossier onontvankelijk verklaard door de dienst die de aanvraag daarvan op de hoogte brengt binnen vijftien dagen na de beslissing.

Art. 14. In het kader van de verificatie van de toelaatbaarheidsvoorwaarden, worden de volgende documenten aan de dienst overgemaakt:

- 1° de benaming van het centrum;
- 2° de omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen die nodig zijn voor de goede werking van het opleidingscentrum, met inbegrip van:
 - a. het afschrift van het attest voor het afsluiten van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid die o.a. elk risico voor de deelnemer dekt;
 - b. een omschrijving van de technische en logistieke middelen alsook van de didactische uitrusting voor de organisatie van de activiteiten van het opleidingscentrum;
 - c. de lijst van het administratief personeel dat nodig is voor het goede beheer van het opleidingscentrum, met inbegrip van de begeleiding en de coördinatie van de activiteiten;
 - d. een vooruitlopende begroting van de voorgestelde activiteiten;
 - e. als het centrum reeds opleidingen heeft georganiseerd in het kader van de oproep tot projecten, het activiteitenverslag van de cursussen die tijdens deze oproep tot projecten werden georganiseerd, alsook de balans en de resultatenrekeningen van de jaren die betrokken zijn bij deze cursussen.

De volgende documenten die toelaten om de voorwaarden m.b.t. de samenwerking met de stagebegeleider te verifiëren, worden gevoegd bij de documenten bedoeld in het eerste lid :

- 1° de benaming van het bedrijf, de instelling of de vervangdienst waarin hij zijn functie uitoefent alsook de ondernemingsnummer van de vereniging, instelling of betrokken vervangdienst;
- 2° desgevallend, wat de zelfstandigen betreft, een certificaat voor de inschrijving in een kas voor sociale verzekeringen voor zelfstandige beroepen;
- 3° in voorkomend geval, een beschrijving van de ervaring van de aanvrager inzake begeleiding van de stages in een landbouwbedrijf of in een onderneming;
- 4° een omschrijving van de geplande activiteiten in het kader van de stageovereenkomst;
- 5° de identiteit en de functie van elke persoon die door de onderneming of de instelling in contact met de landbouwsector tewerkgesteld is, met een opleiding of nuttige ervaring in de landbouwsector.

De volgende documenten die toelaten om de voorwaarden betreffende de aanwerving van de opleider te verifiëren, worden gevoegd bij de documenten bedoeld in het eerste lid :

- 1° de titel, het getuigschrift of vereist diploma zoals bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1° tot 4°, in voorkomend geval, het bewijs van een beroepservaring, of een verklaring waarin hij de verbintenis aangaat om een opleiding te volgen in het vereiste domein;
- 2° een verklaring op erewoord die betrekking heeft ofwel op de geactualiseerde kennis van de onderwerpen i.v.m. het voorwerp van de opleiding of op de verbintenis om opleidingen te volgen.

Het opleidingscentrum is vrijgesteld, mits akkoord van de dienst, van het verstrekken van de documenten bedoeld in het eerste lid waarover de dienst, het betaalorgaan of de sociale inspectie beschikt of waarover hij kan beschikken via een gegevensbank van authentieke bronnen.

Art. 15. Overeenkomstig artikel 14, § 6, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016, deelt het opleidingscentrum het volgende aan de dienst mee:

- 1° het activiteitenverslag van de cursussen die tevoren georganiseerd werden in het kader van de oproep tot projecten en waarvoor het centrum geselecteerd werd, alsook de balans en de resultatenrekeningen van de jaren die betrokken zijn bij deze cursussen.
- 2° de geactualiseerde lijst van het administratief personeel bedoeld in artikel 14, eerste lid, c);
- 3° elk ander document bedoeld in artikel 14, als deze documenten verschillen van de documenten overgemaakt in het kader van de analyse van de naleving van de toelaatbaarheidsvoorwaarden;
- 4° in voorkomend geval, een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat hij de toelaatbaarheidsvoorwaarden naleeft.

In afwijking van het eerste lid, wordt het opleidingscentrum vrijgesteld, mits akkoord van de dienst, van het verstrekken van de documenten bedoeld in het eerste lid waarover de dienst, het betaalorgaan of de sociale inspectie beschikt of waarover hij kan beschikken via een gegevensbank van authentieke bronnen.

De sociale inspectie kan elke vorm van toezicht en controle uitoefenen om de naleving na te gaan van de toelaatbaarheidsvoorwaarden en de selectiecriteria.

Art. 16. Voor het kalenderjaar 2016 worden de dossiers ingediend bij de dienst binnen de termijnen vastgelegd in de oproep tot projecten.

De dienst maakt de rangschikking van de geselecteerde projecten aan de Minister over volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 13 binnen een termijn van één maand na het lanceren van de oproep tot projecten.

Wat de eerste oproep tot projecten betreft uitgevoerd in 2016, spreekt de Minister zich uit binnen een termijn van twee maanden die volgt op het lanceren van de oproep tot projecten.

HOOFDSTUK V. — *Betaling van de subsidies*

Art. 17. De subsidies worden verleend voor zover het opleidingscentrum het minimum aantal ingeschrevenen voor de opleidingen naleeft, alsook het minimum aantal deelnemers aan de examens zoals bedoeld in artikel 6.

Binnen de twee maanden die volgen op het einde van elk kwartaal, maakt het opleidingscentrum aan de dienst een schuldvorderingsverklaring over door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent, deze verklaring heeft betrekking op het geheel van de opleidingen die tijdens het betrokken kwartaal werden georganiseerd. Het opleidingscentrum stuurt zijn schuldvorderingsverklaring naar de dienst in dubbel originele exemplaren, met de bijhorende bewijsstukken.

De subsidies toegekend aan de opleidingscentra zijn verworven na ontvangst van de bewijsstukken overgemaakt door het centrum en gevalideerd door de dienst t.o.v. de in aanmerking komende uitgaven. Wanneer het dossier onvolledig is of om hem toe te laten om zijn opdrachten goed te vervullen, kan de dienst van het opleidingscentrum elk document of bewijsstuk opeisen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepaling*

Art. 18. In artikel 8, § 1, tweede lid, 2°, van het ministerieel besluit van 10 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector worden de woorden "bedoeld in de artikelen 6 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw" vervangen door de woorden "bedoeld in de artikelen 9 tot 13 van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 houdende uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de beroepsopleiding in de landbouw".

Namen, 28 januari 2016.

R. COLLIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31023]

17 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een toelage van 1.863.950,00 euro aan de Brusselse gemeenten voor het jaar 2015 in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 15 december 2014 houdende de algemene begroting der uitgaven van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2015, inzonderheid op het beschikbare krediet ingeschreven op de basisallocatie 10.005.27.02.43.21;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, van 23 juli 2015;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 22 september 2015;

Overwegende dat dit initiatief de integratie van kwetsbare jongeren beoogt in het kader van de bestrijding van schoolverzuim en als zodanig absolute prioriteit verdient vanwege de overheid;

Op voordracht van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten die hiertoe ingeschreven zijn op de basisallocatie 10.005.27.02.43.21 van de ordonnantie van 15 december 2014 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het dienstjaar 2015, wordt een toelage ten bedrage van 1.863.950,00 euro toegekend aan de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Bovenvermelde subsidie wordt verdeeld door de cel Coördinatie na analyse van de in het kader van de projectenoproep ingediende projecten.

§ 2. De totale bedragen die aan elke begunstigde gemeente toegekend worden overeenkomstig de bepalingen van de voorgaande paragraaf worden vermeld in de bijlage bij dit besluit. Een kopie van de fiches met de verdeling van de subsidie per project wordt er eveneens bijgevoegd.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31023]

17 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention de 1.863.950,00 euros pour l'année 2015 aux communes bruxelloises dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 15 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2015, notamment le crédit disponible inscrit à l'allocation de base 10.005.27.02.43.21;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, du 23 juillet 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 septembre 2015;

Considérant que cette initiative visant à l'insertion des jeunes fragilisés s'inscrit dans la perspective de la lutte contre le décrochage scolaire et doit constituer une priorité absolue des pouvoirs publics;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires prévus à cette fin à l'allocation de base 10.005.27.02.43.21 de l'ordonnance du 15 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2015, une subvention d'un montant de 1.863.950,00 euros est octroyée aux 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

La subvention précitée est répartie par la cellule de Coordination, à l'issue d'une analyse des projets rentrés consécutivement à l'appel à projets.

§ 2. Les montants globaux qui sont accordés à chaque commune bénéficiaire selon les dispositions du paragraphe précédent, sont mentionnés à l'annexe du présent arrêté. Une copie des fiches de répartition du subside par projet y est également jointe.